



HAL
open science

La défense contre les inondations en Roussillon : les temps et les lieux

Bertrand Desailly

► **To cite this version:**

Bertrand Desailly. La défense contre les inondations en Roussillon : les temps et les lieux. Journées hydrologiques, Sep 1999, France. 10 p. halshs-00753461

HAL Id: halshs-00753461

<https://shs.hal.science/halshs-00753461>

Submitted on 20 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA DEFENSE CONTRE LES INONDATIONS EN ROUSSILLON : LES TEMPS ET LES LIEUX

PROTECTION AGAINST FLOODS IN ROUSSILLON : HISTORICAL ASPECTS

Bertrand DESAILLY

Université de Toulouse - Le Mirail, Département de Géographie, 5 allées Antonio-Machado, 31058 TOULOUSE CEDEX 1 / GEODE UMR 5602 CNRS / desailly@univ-tlse2.fr

Résumé français – L'article cherche à dégager les moments les plus importants de l'histoire de la défense contre les inondations en Roussillon, depuis le Moyen Age jusqu'à l'époque contemporaine. Si certaines périodes apparaissent riches en réalisations concrètes - le premier quart du XVIII^{ème} siècle et la fin du XX^{ème} siècle notamment -, d'autres sont marquées par la formulation de discours novateurs, pas forcément suivis d'effets dans l'immédiat. On observe d'autre part que le théâtre des opérations les plus significatives n'a cessé de se déplacer au fil du temps, oscillant entre la montagne et la plaine littorale.

Abstract – The history of protection against floods in Roussillon shows the importance of some particular periods for concrete improvements, whereas others are characterized by innovative discourses without immediate application. Moreover, the most important improvements were realized sometimes in the mountain, sometimes in the coastal plain.

Les terribles inondations de novembre 1999 sont venues réveiller dans les Pyrénées-Orientales le souvenir de l'aiguat des 17 et 18 octobre 1940, qui fit de nombreuses victimes dans la vallée du Tech et causa d'énormes dommages de part et d'autre du Canigou. Point n'est besoin d'une longue enquête pour découvrir que le Roussillon est coutumier des inondations, souvent anodines, mais qui prennent de temps à autres un tour catastrophique. Outre les deux événements précités, on pourrait aussi évoquer, au cours du XX^{ème} siècle, les épisodes d'octobre 1907 dans la vallée du Tech ou, plus récemment, de septembre 1992 dans le bassin du Réart. Quant à la Têt, principal cours d'eau du département, elle a enregistré environ 150 crues notables depuis le haut Moyen Age, la plus ancienne datée de 878. Le tableau ci-dessous reprend quelques événements parmi les plus remarquables.

Date	Observations
878 (septembre)	Destruction du monastère de St-André-d'Exalada en haut Conflent.
1421 (8 octobre)	3 arches du pont de Perpignan emportées. Ruine du Canal Royal de Thuir.
1763 (16-17 octobre)	Dégâts considérables en Conflent et en Vallespir. 11 victimes à Prats-de-Mollo.
1772 (7 décembre)	La plus forte crue du XVIII ^{ème} siècle à Perpignan : 2 mètres d'eau dans le quartier compris entre Têt et Basse.
1842 (24 août)	« Aiguat de San Barthomeu ». Crue subite de la Basse à Perpignan. 13 personnes noyées en Vallespir.
1876 (18 octobre)	Forte crue de la Têt. Dommages importants à Thuès (haut Conflent). Une victime.
1892 (9 novembre)	Seconde hauteur d'eau mesurée à Perpignan après octobre 1940. 3 victimes.
1907 (12 octobre)	Très forte crue du Tech. 10 victimes en Vallespir.
1940 (17-18 octobre)	Plus forte crue mesurée de la Têt à Perpignan (estimée à 3600 m ³ /s). Une quarantaine de victimes dans le département des Pyrénées-Orientales, dont plus de la moitié à Amélie-les-Bains.
1986 (13 octobre)	Inondation en Salanque provoquée par une averse d'intensité record (380 mm en 6 heures 30 à Canet, 140 mm en une heure). Une victime à Fitou.
1992 (26 septembre)	Très forte crue du Réart et de certains affluents de rive droite de la Têt (Rivière de Mantet, Rotja, etc.). 3 victimes dont 2 canyonistes
1999 (12-13 novembre)	Les Pyrénées-Orientales paient un moins lourd tribut aux inondations que le département voisin de l'Aude. 3 victimes, à Estagel (crue de la Grave) et à Larroque-des-Albères. La digue de l'Agly cède à St-Laurent-de-la-Salanque.

Les Catalans ont donc appris de longue date à vivre avec les excès des cours d'eau. A s'en défendre aussi... C'est ainsi que dès le Moyen Age, des associations de riverains s'efforçaient de fixer les berges de la Têt

grâce à des plantations en bois-taillis, procédé rudimentaire sans doute mais économique, et dont l'efficacité fait qu'il sera encore préconisé au cœur du XX^{ème} siècle. Des aménagements de plus grande ampleur ont aussi été réalisés, mobilisateurs de fonds importants et en tant que tels, décidés à des échelons de pouvoir élevés. On peut citer l'endiguement de la Têt devant Perpignan, réalisé dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle sous la conduite des ingénieurs du Génie militaire. Ou encore, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la restauration des terrains ravinés du versant sud du Canigou.

On se propose ici de rappeler les grands moments de la défense contre les inondations en Roussillon, tant au niveau des discours que des pratiques de l'aménagement.

LES PREMIERS TEMPS

On connaît assez mal les travaux de défense contre les eaux qui furent menés en Roussillon avant 1659. Sylvie Caucanas signale cependant l'existence de « projets ambitieux » en ce domaine au cours de la seconde moitié du XIV^{ème} siècle (CAUCANAS S., 1988). Pierre IV d'Aragon fait alors étudier la possibilité d'une modification du tracé du Réart, de la Têt et de l'Agly dans la plaine, mais on ignore le résultat de cette enquête. Le faubourg Notre-Dame de Perpignan est à la même époque protégé par un modeste mur long d'environ 300 mètres, connu sous le nom d'*Ergamas*, qui dut être par la suite à plusieurs reprises endommagé puis réparé.

C'est également au Moyen Age qu'on peut faire remonter les premières associations de riverains ayant pour objet la défense des berges contre l'érosion. Sans doute n'étaient-elles alors formées que temporairement, à l'occasion d'un problème précis à résoudre - fermer une brèche par exemple - pour être dissoutes sitôt le péril éloigné. Après l'annexion du Roussillon à la France, elles demeurèrent un interlocuteur obligé et peu docile des ingénieurs du Génie puis des Ponts et Chaussées, dans leurs tentatives d'imposer des plans de redressement et de calibrage des cours d'eau. L'administration s'attachera à les réorganiser au XIX^{ème} siècle, et notamment à en limiter le nombre par des regroupements, afin d'en améliorer l'efficacité.

LES INGENIEURS DU ROY A L'OEUVRE : L'ENDIGUEMENT DE LA TET DEVANT PERPIGNAN

De 1660 à 1750, moment où ils abandonnent une partie de leurs compétences à leurs homologues des Ponts et Chaussées, les ingénieurs du Génie militaire sont les principaux acteurs de l'aménagement des cours d'eau roussillonnais. Leur intervention reste cependant ponctuelle. C'est que la lutte contre les crues n'est alors envisagée que sous l'angle de la protection rapprochée des lieux. Encore ces lieux sont-ils peu nombreux, et choisis avant tout en fonction de leur intérêt stratégique. Ce sont les ponts de pierre sur l'Agly, la Têt et le Tech, qui permettent le passage de troupes du Languedoc vers l'Espagne, et surtout les places fortes, au premier rang desquelles se trouve Perpignan. De fait, la capitale de la province absorbe pratiquement tous les fonds et toutes les énergies. Une telle conception est évidemment étroitement tributaire des conditions géopolitiques du moment : le Roussillon est une province frontière, récemment gagnée au Royaume, et cette frontière demeurera peu sûre jusque dans le premier quart du XVIII^{ème} siècle.

L'aménagement de la Têt devant Perpignan ne pouvait donc, pour les membres du Corps du Génie, être dissocié d'un ensemble de travaux destinés à améliorer la capacité de résistance de la ville en cas de siège. Le lit du fleuve devait logiquement être intégré au dispositif de défense en profondeur appliqué par Vauban à la principale place du Roussillon. Pour que ce dispositif conserva son efficacité, le cours des eaux ne devait se porter ni trop vers le nord, ni trop vers le sud. Car dans le premier cas, la Têt en s'éloignant de la ville cessait de faire obstacle à un siège, et dans le second, les fortifications étaient susceptibles d'être endommagées par une crue. La fixation de la Têt apparut d'autant plus urgente que le fleuve, d'une année sur l'autre, manifestait une tendance de plus en plus grande à divaguer.

Achevée vers 1727, la *digue Orry* - du nom de l'intendant Philibert Orry - est célèbre à juste titre. La digue actuelle en rive gauche du fleuve, entre les Ponts Joffre et Arago, en est la descendante directe. C'est aussi, historiquement, la première réalisation de cette nature sur un cours d'eau du Roussillon. Dans sa forme initiale, elle se raccordait à la culée nord du Pont de pierre et s'étendait vers l'ouest sur une longueur de 900 mètres. En dépit de sa massivité - sa largeur au sommet atteignait quinze mètres -, il s'agissait d'un ouvrage fragile, élevé à partir des matériaux extraits du fond du lit, simplement tassés et ne bénéficiant d'aucun revêtement de protection. Plusieurs crues, en novembre 1732, novembre 1737 et janvier 1740 permirent de s'en rendre compte, qui l'écornèrent profondément. On entrepris alors de la renforcer par des épis entre lesquels on fit des plantations d'osiers. Le successeur de l'intendant Orry, Bauyn de Jallais, laissa aussi son nom à une digue, édifiée en 1731 sur la rive droite de la Têt, dans le prolongement de l'*Ergamas* déjà évoqué. En un laps de temps très court, l'aspect du lit de la Têt devenait celui d'un cours d'eau en apparence domestiqué.

PROTEGER ET EMBELLIR

Cette métamorphose spectaculaire devait s'accompagner d'une autre évolution, concernant les finalités mêmes de l'aménagement du fleuve. Passé 1730, la frontière des Pyrénées se montre tranquille pour plusieurs décennies. Les circonstances justifient par conséquent de moins en moins l'emploi de fonds importants à des travaux de fortification. Conçu à l'origine en fonction d'objectifs strictement militaires, l'endiguement de la Têt devient l'un des aspects d'une politique d'urbanisme naissante, dans laquelle s'impliquent les différents intendants, et dont le but est d'améliorer un environnement à l'origine peu attrayant. On attend des ouvrages de protection qu'ils soient solides, mais également qu'ils soient beaux.

C'est dans ce nouveau contexte que l'intendant Bauyn de Jallais prend la décision de transformer le sommet des digues en promenade, justifiée dans le texte d'une ordonnance du 11 juin 1732 :

« Les bords de la rivière de la Têt du coté des Capucins étant extrêmement dégradés lorsque nous arrivâmes dans cette province, et le grand chemin du Conflent tellement rétréci par les fréquentes inondations, que nous fûmes obligés d'y faire travailler incessamment (...) nous fîmes combler le terrain que la rivière avait emporté, et par l'attention que nous donnâmes à ce travail, nous avons la satisfaction de voir qu'il a réussi ; après avoir pourvu à la sûreté de ces bords, nous avons cru ne pouvoir mieux faire que d'allier l'agréable à l'utile, et nous avons fait planter sur ce même terrain une allée de mûriers qui forme une belle promenade pour la garnison et pour les habitants. »¹

Quelques années plus tard, d'autres promenades couvriront les remparts de Perpignan. Mais en 1730, la plantation de mûriers sur les digues - l'arbre est alors à la mode -, n'a rien de futile : par leurs racines, les arbres doivent contribuer à maintenir les terres fraîchement remuées. Ainsi, la solidité et l'agrément ne sont pas pensés comme des objectifs contradictoires, mais au contraire comme étroitement liés, jusque dans la finition des ouvrages.

Un autre volet de l'action des officiers du Génie dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle n'est pas non plus dépourvu d'arrière-pensées esthétiques autant qu'idéologiques. Il s'agit de la confection de plans d'alignement de la Têt sur une distance de quelques kilomètres de part et d'autre de Perpignan. Sans doute, la réalisation de ces plans demeure alors un exercice de style, tant leur mise en application sur le terrain rencontre d'obstacles, entre autres d'interminables contestations entre tenanciers de bords opposés. Outre la volonté de limiter les divagations du fleuve, elle exprime aussi, de la part des ingénieurs, le désir de structurer un territoire récemment conquis en « marquant impérieusement le site », pour reprendre l'expression d'Antoine Picon (PICON A., 1988). Il n'est pas interdit de voir là, quelques décennies après le Traité des Pyrénées, un aspect de la francisation des pays nord catalans, l'expression d'une prise de contrôle culturelle. Car le nouvel ordre géométrique que l'on tente ainsi d'imposer est celui qui préside, au même moment, au tracé des nouvelles routes et des nouveaux canaux de l'ensemble du royaume, et qui reproduit en fin de compte le dessin des allées du jardin à la française.

DE NOUVELLES INTERPRETATIONS

C'est dans les derniers temps de l'Ancien Régime qu'est posée en Roussillon, pour la première fois semble-t-il, la question du lien entre les inondations dévastant régulièrement la province et l'action irréfléchie des hommes. Concrètement, les défrichements pratiqués sans précaution sur les pentes des montagnes sont rendus responsables de la dégradation de la situation dans le bas pays. L'idée, formulée initialement par quelques ingénieurs, sera promise à un bel avenir : elle légitimera un siècle plus tard les projets de reboisement des hautes vallées des Pyrénées-Orientales.

Le texte illustrant le mieux ce changement d'attitude est un rapport rédigé au mois de janvier 1778 par l'ingénieur des Ponts et Chaussées alors en poste à Perpignan, Kolly de Montgazon². L'ingénieur part du constat d'un alluvionnement important dans le lit de la Têt de part et d'autre de Perpignan. Le radier du Pont de pierre, qui assure le franchissement du fleuve, est enfoui vers 1775 sous plus d'un mètre cinquante de sables et de graviers. Le débouché des arches, jugé depuis longtemps insuffisant en période de hautes eaux, s'en trouve réduit d'autant. Diverses solutions sont successivement envisagées pour résoudre le problème, qui sont toutes abandonnées au vu de leur résultat illusoire. L'idéal serait évidemment de traiter le mal à la racine. Or, pour l'ingénieur, l'origine des dépôts ne fait pas de doute : sur les versants des montagnes récemment dénudés, l'érosion s'est emballée, entraînant un accroissement de la charge des cours d'eau, finalement abandonnée à l'aval.

¹ Arch. Départ. des Pyrénées-Orientales, 1C 1206.

² Arch. Nat., F¹⁴ 169.

Du fait de l'exhaussement continu de leur lit, fleuves et rivières s'épanchent à la moindre crue en « prenant en largeur ce qu'ils ont perdu en profondeur. »

L'administration provinciale se rend assez vite à ce genre d'arguments. Raymond de Saint-Sauveur, nommé intendant du Roussillon la même année 1778, annonce aussitôt qu'il va « solliciter une loi du prince qui prohibe à l'avenir tout défrichement dans la montagne, et règle le sort de ceux qui ont été faits. ». Une déclaration royale du 8 avril 1779 répond à cette demande, sans que l'on sache vraiment si elle fut suivie d'effet - on ne connaît du reste pas davantage l'étendue réelle des essartages de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle en Roussillon. Le même discours se perpétuera pendant la période révolutionnaire, les traits forcés parfois jusqu'à la caricature.

L'originalité de ce raisonnement, outre le type de causalité invoqué, tient à ce qu'il est sous-tendu par une perception inédite des interactions spatiales. La plaine du Roussillon est assimilée à une sorte de réceptacle dans lequel viennent s'entasser les matières les plus variées, liquides ou solides, originaires des sommets. Le processus s'effectue en continu, pour le meilleur, lorsque s'écoule l'eau vivifiante des canaux d'irrigation ou que des convois acheminent vers Perpignan le bois et le fer du Canigou, et pour le pire, quand déferle l'eau boueuse des rivières en crue.

Ces solidarités, et donc la perception du risque hydrologique, s'expriment à l'intérieur d'un nouveau cadre spatial : le *bassin hydrographique*. La notion, présente chez certains auteurs dès la fin du XVII^{ème} siècle, n'a véritablement été diffusée en France qu'après la parution en 1752 de *l'Essai de géographie physique* de Philippe Buache. Les progrès de la cartographie - la *Carte Générale des Monts Pyrénées* de Roussel et La Blottière est publiée vers 1730, les feuilles concernant le Roussillon de la carte de Cassini sont levées vers 1775 - permettent de mieux cerner les contours de ces entités. Peu à peu, l'attention se porte sur le rôle respectif des affluents de la Têt ou du Tech dans la genèse des grandes inondations affectant la province. A juste titre, les torrents descendus du Massif du Canigou, et notamment la Lentilla, sont jugés les plus redoutables. C'est également peu avant la Révolution qu'est formulé un projet ambitieux de modification du cours du Boulès à sa sortie des Aspres, afin de le faire rejoindre directement la Têt et de mettre à l'abri la plaine d'Ille.

LES DISCOURS EN AVANCE SUR LES ACTES

La protection des environs immédiats de Perpignan demeure dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle la principale priorité. Les ingénieurs des Ponts et Chaussées nouvellement installés dans la province emploient par conséquent le plus clair de leur temps à assurer la pérennité des ouvrages édifiés quelques décennies plus tôt. Lors de chaque crue importante, et notamment en 1772 et 1777, de larges brèches sont ouvertes dans la digue Orry. C'est pour parer à ces inconvénients que l'ingénieur Kolly de Montgazon présente en 1778 un projet de canalisation du fleuve sur une longueur de quatre kilomètres, finalement adopté en 1780. En dépit de l'importance des fonds engagés, le bilan de l'opération, dressé une quinzaine d'années plus tard, se révèle médiocre. Les digues n'ont pu être prolongées que de quelques centaines de mètres, et le revêtement en pierre de leur talus intérieur, afin d'en empêcher la corrosion, n'a pas résisté à l'épreuve du temps.

Parallèlement à ces grands travaux, un effort est accompli dans le reste de la plaine. On peut évoquer le recouplement d'un méandre de la Têt à Prades, au droit de la petite chapelle Saint-Martin. Décidés en juillet 1777 lors d'une délibération des habitants de la communauté, les travaux sont menés à bien en une dizaine d'années, ce long délai s'expliquant par les difficultés surgies au moment du creusement du nouveau canal. Le financement est ici assuré intégralement par les riverains. L'intervention des ingénieurs des Ponts et Chaussées demeure du reste marginale : ils ne sont pas les auteurs du projet, qui a été rédigé par l'arpenteur royal de la viguerie du Conflent, et se bornent à fournir quelques conseils techniques³.

Cette moindre polarisation sur Perpignan ne bénéficie pas cependant à la partie montagnaise de la province. Rien, ou presque, n'est en effet réalisé à l'amont de Villefranche-de-Conflent ou de Céret, respectivement dans les bassins de la Têt et du Tech. On touche ici à un paradoxe : pourquoi les ingénieurs, qui recherchent alors l'origine des inondations dans les montagnes, ne daignent-ils pas y intervenir directement? Certes, on l'a vu, ils obtiennent que des règlements soient édictés afin de mieux contrôler les défrichements, mais ces mesures paraissent bien timides en regard d'une situation décrite dans les termes d'une grave crise érosive. Or, les ingénieurs n'ignorent pas la façon de corriger les torrents les plus menaçants, grâce à la création d'escaliers de petits barrages. Leur réticence à opérer dans les parties reculées de la province trouve probablement son origine dans leur attachement aux ouvrages monumentaux, imposants par leur forme ou par leur hardiesse de conception, sinon forcément par leur dimension. Le contrôle de l'érosion sur les pentes exige à l'inverse la dissémination de petites constructions, et l'ensemble achevé traduit mal la somme des efforts accomplis. La recherche par les

³ Arch. Départ. des Pyrénées-Orientales, 1C 1218.

ingénieurs d'une valorisation sociale pouvait d'autant moins s'opérer dans la montagne nord catalane qu'elle n'était guère parcourue alors par des gens de qualité, à l'inverse des Pyrénées centrales où se trouvaient des stations thermales aussi réputées que Barèges.

En définitive, ce qui paraît le mieux caractériser la gestion du risque de crue en Roussillon à la fin de l'Ancien Régime est le divorce qui s'instaure entre un discours novateur, qui appelle une intervention s'étendant à la totalité de la province, et une pratique de l'aménagement spatialement limitée, qui très généralement exclut la montagne et privilégie le bas pays. Ce n'est que dans le domaine de l'attribution de secours aux sinistrés que l'on trouve à l'époque - du moins en apparence - une unité de traitement entre toutes les communautés de la généralité, qu'elles soient proches ou éloignées de la capitale.

DES PROGRAMMES AMBITIEUX POUR UN SUCCES MITIGE

Si la possibilité de mener la lutte contre les inondations à l'échelle du bassin hydrographique est entrevue dès 1770, l'idée ne sera mise en œuvre que dans le dernier tiers du XIX^{ème} siècle. La période correspondant au Premier Empire, à la Restauration et à la Monarchie de Juillet est donc moins marquée par des actions spectaculaires que par le développement d'un mouvement de mobilisation au sein des élites locales, bien perceptible notamment dans l'activité de diverses sociétés savantes, dont la *Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales* constitue un bon exemple. Ne propose-t-elle pas à ses membres en 1836, vraisemblablement en réponse aux dégâts causés par la Têt et le Tech dans le département en 1832 et 1833, de traiter le sujet suivant : « Quels sont les moyens à employer pour se préserver des ravages de nos grands cours d'eau à l'époque de leurs plus fortes crues? »

Durant la première moitié du XIX^{ème} siècle, la suspicion à l'égard des ouvrages de protection rapprochée ne cesse de croître, pour culminer au moment des gigantesques inondations 1856, qui affectent pratiquement l'intégralité du territoire français. Les digues si coûteuses de construction et d'entretien démontrent leur incapacité parfois à éviter la submersion des lits majeurs. L'heure est donc plutôt à la recherche de solution visant à réduire les débits de pointe, et, en liaison avec les progrès des connaissances dans le domaine de l'hydrologie, les regards se tournent vers l'amont des bassins. Les réponses reçues par la Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales à la question posée en 1836 ne brillent pas par leur originalité. Les auteurs se font les avocats actifs du reboisement des hauts cantons ou de la construction de grands barrages étagés le long des cours d'eau⁴.

De fait, c'est à un renversement de l'ordre des priorités que l'on assiste par rapport aux conceptions en vigueur à la fin du XVIII^{ème} siècle. Les ingénieurs d'avant la Révolution considéraient la prohibition des défrichements comme devant accompagner les grands travaux qui se déroulaient dans la plaine, lesquels retenaient toute leur attention. Dorénavant, pour beaucoup, l'intervention dans la montagne apparaît primordiale, la protection à l'aval lui étant subordonnée. Pour qu'un tel retournement fut possible, et l'on tient là l'explication du décalage de près d'un siècle entre l'énonciation des discours et leur mise en pratique, il fallait que s'effacent les conditions mentales qui, avant 1800, faisaient hésiter les ingénieurs devant les pics, les versants lacérés de ravins et les précipices. Sans doute cet environnement paraît toujours aussi inhospitalier, mais cette hostilité qui naguère repoussait la plupart à présent fascine. L'esthétique romantique a fini par valoriser ces « sublimes horreurs », qui offrent l'image d'une nature déchaînée et lancent à l'ingénieur une manière de défi. *L'Etude sur les torrents des Hautes-Alpes* d'Alexandre Surret, véritable livre culte de cette période, s'inscrit pleinement dans ce courant de pensée.

Les dernières décennies du XIX^{ème} siècle sont donc celles de la mise en œuvre de deux grands programmes, tendant chacun à leur façon à prévenir les dégâts causés par les cours d'eau des Pyrénées-Orientales. Sûrs de leur fait, les forestiers partent à l'assaut des versants pelés, bien décidés à y reconstituer une parure arborée supposée primitive. Ils y sont poussés par un vigoureux courant d'opinion, rassemblant des personnalités de poids à défaut de posséder une large assise populaire. En application des trois lois de 1860, 1864 et 1882 sur la Restauration des Terrains en Montagne, deux périmètres de reboisement sont constitués dans le bassin de la Têt, en haut Conflent. Celui de la *Têt supérieure*, à l'amont d'Olette, s'étend principalement sur la grande soulane comprise entre Fontpédrouse et Canaveilles. Celui de la *Têt inférieure* englobe une partie du Mont Coronat et surtout un ensemble de croupes situées en rive droite de la Têt, sur le territoire des communes

⁴ Titus FALIP, « Etude sur le reboisement des terrains en pente des Pyrénées-Orientales », *Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, tome 7, 1848, pp. 27-61 ; J.-J.-V. PUJADE, « Mémoire sur le reboisement des terrains en pente », tome 8, 1851, pp. 214-220 ; M. AYMERICH, « Mémoire sur les inondations », tome 11, 1858, pp. 635-644

d'Escaro et de Serdynia, offrant à l'époque un paysage extrêmement raviné. Des pins sylvestres et surtout des pins noirs y sont plantés en abondance.

Parallèlement est organisé, sous la direction de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées Tastu, un *Service d'annonce des crues* dans les trois bassins de la Têt, du Tech et de l'Agly⁵. Il s'agit là encore de la mise en application d'une mesure décidée à l'échelle nationale, à la suite des inondations meurtrières survenues dans le Midi au cours de l'année 1875. Plusieurs stations chargées de relever les hauteurs d'eau sont implantées d'amont en aval sur les trois fleuves cités, par exemple à Mont-Louis, Olette, Prades, Ille, Millas et Perpignan le long de la Têt. Les avis de crue parviennent à la population après avoir suivi un cheminement complexe, dans lequel prennent place les ingénieurs, le préfet et les maires. Si l'on se rappelle que la vitesse de translation d'une onde de crue dans la plaine peut atteindre une quinzaine de kilomètres par heure, on conçoit que le dispositif n'ait guère donné satisfaction dans les premiers temps. Beaucoup de localités n'étant pas touchées vers 1880 par le télégraphe, des gendarmes à cheval étaient chargés d'atteindre les maires. Ceux-ci devaient ensuite quérir le garde champêtre... Entre temps, l'onde de crue était bien souvent déjà passée.

Une troisième solution un moment envisagée, la construction de vastes barrages réservoirs, ne fut pas dans l'immédiat suivie d'application. Plusieurs projets avaient été formulés, certains quelque peu fantaisistes - comme l'édification d'un ouvrage gigantesque dans la haute vallée de la Têt au niveau du défilé des Grauss, noyant les villages de Thuès et de Fontpédrouse -, d'autres plus réalistes. Les raisons de cet abandon tiennent essentiellement à des questions de coût, jugé non concurrentiel par rapport à celui du reboisement des montagnes. Il faudra donc attendre la fin du XX^{ème} siècle pour assister aux premières réalisations - si l'on excepte le barrage des Bouillouses, construit entre 1903 et 1909 mais destiné à l'alimentation de la ligne de chemin de fer de Villefranche-de-Conflent à Latour de Carol (BROC N., 1992). Le barrage de Vinça, chargé de réguler les débits de la Têt grâce à sa capacité de 25 millions de mètres cubes, a été inauguré en 1978... dans un site étudié dès 1870!

UN NOUVEL ELAN APRES 1945

L'optimisme régnant à la fin du XIX^{ème} siècle ne tarde pas à s'effacer. Dès les années vingt s'installe un climat de doute. Les fleuves et les rivières continuent de déborder en Roussillon, comme si ne rien n'était serait-on tenté de dire. Les événements s'égrènent : février, octobre et novembre 1920, puis, après une accalmie, décembre 1932, mars 1936, octobre 1937, octobre 1940, avril 1942. Les forestiers ne se montrent plus aussi catégoriques qu'auparavant quant au résultat des opérations menées dans les hauts bassins - il est vrai que la superficie effectivement reboisée est restée bien faible. Dans ces conditions, élus et administration ne savent plus trop à quel saint se vouer. Cette situation d'incertitude a en tout cas une conséquence directe : la réhabilitation des dispositifs tendant à assurer la protection rapprochée des lieux, tels que les épis, pendant un temps quelque peu oubliés dans les discours officiels.

Sans doute prend-t-on conscience à ce moment, par une sorte de processus dialectique, de la nécessaire complémentarité entre des actions menées à l'échelle locale et à celle de l'ensemble du bassin hydrographique. Il reste que l'entre-deux-guerres apparaît bien comme un temps mort dans l'histoire de la défense contre les inondations en Roussillon.

La période contemporaine, s'ouvrant après le désastre de 1940, est marquée par des actions multiformes. Certaines ont pour objet la protection immédiate des agglomérations, comme la réalisation d'un canal destiné à évacuer vers la Têt les eaux de crue de la Basse à l'amont de Perpignan. D'autres s'inscrivent dans la lignée des mesures prises au siècle précédent. La transmission des avis de crue est accélérée et automatisée. La construction de grands barrages est enfin décidée : Vinça sur la Têt puis Caramany sur l'Agly. Le premier a fait la preuve de sa capacité d'écrêtement des débits lors de la crue de septembre 1992 (BENECH C., 1992).

Le reboisement des montagnes connaît quant à lui un second souffle avec la délimitation de nouveaux périmètres, sensiblement plus vastes que ceux définis au XIX^{ème} siècle, et couvrant cette fois-ci le massif du Canigou. Plusieurs milliers d'hectares sont ainsi acquis au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Quelques dizaines de techniciens vont s'y employer à édifier gabions, barrages et seuils maçonnés en travers des ravins, et à reverdir des pentes effectivement bien délabrées (RUDEL Ch., 1982). Une visite à *Comall Escur*, dans la vallée de la Parcigoule, ne laisse pas d'impressionner devant la somme des efforts dépensés pour corriger les chalades, en même temps qu'elle fait naître inévitablement un doute : qu'adviendrait-il de ces ouvrages en cas d'abat d'eau à la mesure de celui des 17 et 18 octobre 1940? Le versant nord du Canigou n'est pas en reste, avec la réalisation notamment d'importants travaux dans les lits du Cady et du Saint-Vincent, afin d'assurer la protection de la station thermale de Vernet-les-Bains (LAÏLY B., 1997).

⁵ Arch. Nat., F¹⁴ 14733.

On n'omettra pas enfin de signaler les nombreux travaux récents de nettoyage, recalibrage et endiguement des cours d'eau dans la plaine (Boulès, Réart, etc.).

L'histoire de la défense contre les inondations en Roussillon apparaît donc marquée par une alternance de temps fort et de moments creux, de périodes d'effervescence intellectuelle et d'autres marquées par un certain manque d'imagination. On notera que les lieux des principales opérations n'ont cessé de se déplacer au fil du temps, depuis Perpignan au début du XVIII^{ème} siècle jusqu'au haut bassin de la Têt à la fin du siècle suivant, les versants du Canigou dans l'immédiat après-guerre puis à nouveau la plaine et les premiers contreforts montagneux dans la période la plus récente (cf. figure). On y verra tout à la fois le reflet de l'évolution des stratégies de lutte contre les excès des cours d'eau mais aussi une conséquence des changements intervenus dans la hiérarchie des enjeux.

Bibliographie

Aiguat (l') del 40. *Inundacions catastròfiques i polítiques de prevenció a la Mediterrània nord-occidental* (1993), Barcelona : Generalitat de Catalunya - Servei Geològic de Catalunya, pp. 119-127.

BENECH C. (1992), *La crue du 26 septembre 1992 dans les Pyrénées-Orientales*, rapport DDAF des Pyrénées-Orientales du 30/10/1992.

BROC N. (1992), « La maîtrise de l'eau dans les Pyrénées-Orientales aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles », dans : *De l'eau et des hommes en Terre catalane*, Perpignan : Editions du Trabucaire, pp. 219-266.

CAUCANAS S. (1988), *Les ressources hydrauliques en Roussillon du IX^e au début du XV^e siècle*, thèse de doctorat d'histoire, Université de Toulouse-Le-Mirail, 2 vol. 378 p. et 142 p.

DELONCA E. (1946), « La Têt et ses affluents », *Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, tome 63, 1946, 263 p.

DESAILLY B. (1990), *Crues et inondations en Roussillon. Le risque et l'aménagement. Fin du XVII^e - milieu du XX^e siècle*, thèse de doctorat de Géographie, Université de Paris X - Nanterre, 352 p.

DESAILLY B. (1992), « Le temps des aiguats » dans : *De l'eau et des hommes en Terre catalane*, Perpignan : Editions du Trabucaire, pp. 167-217.

LAÏLY B. (1997), « L'action de restauration des terrains en montagne dans le massif du Canigou », dans : *Le Canigou. 1896-1996*, Perpignan : Archives départementales des Pyrénées-Orientales, pp. 331-349.

PICON A. (1988), *Architectes et ingénieurs au Siècle des Lumières*, Marseille : Parenthèses, 1988, 317 p.

RUDEL Ch. (1982), « La reforestation du bassin du Haut Vallespir dans les Pyrénées-Orientales », *Revue forestière française*, 1982, n°5, pp. 20-31.